

RÉPUBLIQUE DU RWANDA

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE



PO Box 621- Kigali; Tél/Fax: 584644-585008

**PLAN STRATEGIQUE DE TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE
AU RWANDA**

**LE DEVELOPPEMENT DES FILIERES, LA COMPETITIVITE
ET LA PROMOTION DES CULTURES DE MARCHÉ**

Document préparé par Serges RWAMASIRABO, Consultant

Sous la coordination du Groupe d'Expertise, de Conseil et d'Appui au Développement
(GECAD).

Kigali, Octobre 2004

AVANT PROPOS

La situation alimentaire à l'échelle nationale reste précaire. En effet le Rwanda n'arrive pas à satisfaire les besoins alimentaires de sa population avec la production intérieure. En tenant compte des besoins moyens (2100 kilocalories, 59 grammes de protéines et 40 grammes de lipides par personne et par jour), le taux de couverture n'atteint respectivement que 83 %, 73% et 17,5% en 2001.

Le ministère de l'agriculture, pour faire face à cette situation s'est fixé comme objectif global dans le cadre de la politique nationale agricole qui se doit d'être cohérente avec les orientations de la vision 2020, le PRSP la stratégie nationale d'investissements, de générer les revenus monétaires aux producteurs et d'assurer la sécurité alimentaire le développement des filières qui sont le café; le thé; le pyrèthre; les roses; les fruits exotiques; les plantes ornementales; le haricot; le riz; le maïs; le blé; le soja; la pomme de terre; les cuirs et peaux; le miel; la viande et le lait.

Le gouvernement voudrait viser avant tout : Une agriculture familiale modernisée, innovatrice, professionnelle et spécialisée ; génératrice d'emplois et de revenus et orientée d'une manière volontaire vers le marché (domestique, sous-régional, régional et international) ; une agriculture intégrée et diversifiée et régionalement spécialisée qui assure la sécurité alimentaire de la population et une distribution équitable des ressources et des revenus ; une agriculture soucieuse de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles.

L'approche filière devra viser avant tout le renforcement de la professionnalisation et la spécialisation de l'agriculture, la promotion des cultures d'exportation et leur régionalisation réduire les coûts de production et optimiser les avantages comparatifs; renforcer le partenariat avec le secteur privé en lui facilitant d'être partie prenante dans le processus de transformation du secteur agricole.

La valorisation des produits devra passer impérativement par l'amélioration de la qualité.. Cette bonne qualité permet au produit d'être plus compétitif sur le marché. La qualité sera maintenue du producteur au processeur à la manutention à l'emballage, au transport au stockage jusqu'au consommateur.

Cette compétitivité assistera le secteur privé à répondre rapidement à un changement de politique et à un environnement institutionnel tout en réalisant des profits qui sont mesurés par le niveau d'investissement, le taux de croissance, la productivité, la profitabilité, le nombre d'emplois et le volume des exportations. La compétitivité permettra également d'évaluer la réforme des politiques et institutionnelles et va stimuler un dialogue productif et effectif entre le secteur privé et le secteur public.

Le marché des produits vivriers est caractérisé par plus d'achats que de ventes, ce qui signifie que la production est faible et les excédents alimentaires sont très limités. Si on veut augmenter les revenus et réduire la pauvreté par le commerce des produits vivriers traditionnels, le chemin est très long à faire. En effet il y a plus d'acheteurs nets que de vendeurs nets, ce qui signifie que le monde rural vit des importations venant de la région.

Pour briser ce cercle vicieux, il faudra mettre beaucoup d'efforts pour augmenter la production vivrière jusqu'à atteindre un niveau tel qu'une augmentation des revenus ne se traduise pas par une allocation importante du budget familial à l'achat des aliments, que la majorité des producteurs fassent plutôt des ventes nettes des produits agricoles.

Les filières porteuses seront réparties en trois catégories à savoir : Les cultures traditionnelles d'exportation telles que la café, le thé et le pyrèthre, les filières qui donnent des produits qui sont importés mais qui peuvent être produits localement tels que le riz, le blé, les cultures non traditionnelles d'exportation mais dont le marché existe et dont les exportations ont commencé et dont l'expansion du marché extérieur est d'une importance capitale. Il s'agit du piment, de la banane de fruit, du maracuja, de la farine de manioc du géranium. Il faudra également promouvoir le tournesol parce que le pays ne couvre que 17.3% des besoins en lipides.

Pour y arriver, il faudra mettre en place une structure institutionnelle de promotion des filières, promouvoir l'esprit d'entreprise, les liens entre les partenaires de la me filières ainsi que le développement et l'accès aux inputs et aux services financiers.

Parmi les actions prioritaires, il faudra augmenter les stations de lavage du café, privatiser les usines à thé, augmenter les superficies des cultures du pyrèthre et du riz, ainsi que celles des cultures non traditionnelles d'exportation. La recherche des marchés pour ces dernières cultures.

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS	i
I. CONTEXTE	1
1.1. Introduction	1
II. POLITIQUE NATIONALE AGRICOLE	1
2.1. Cohérence de la politique agricole avec la politique économique globale	2
2.1.1. La Vision 2020	2
2.1.2. La stratégie nationale d'investissement	2
2.1.3. La Stratégie de Réduction de la Pauvreté	2
2.1.4. Le discours programme du gouvernement	2
2.1.5. Des objectifs de développement du millénaire	3
2.2. Objectif global de la politique agricole	3
2.3. Objectifs spécifiques sont.....	4
2.4. Principes directeurs.....	4
2.5. Approche stratégique :	4
III. DIAGNOSTIC DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES AU RWANDA.....	5
3.1. Raison d'être du développement des filières	5
3.2. La transformation des produits agricoles (agro-industrie).....	6
3.3. Le concept de compétitivité.....	7
3.4. Le concept de marche et d'agri busines	7
3.4.1. Une agriculture de marché, facteur important de réduction de la pauvreté.....	7
3.4.2. L'offre alimentaire.....	9
3.4.3. La demande alimentaire solvable.....	10
IV. ORGANISATION DES FILIERES PRIORITAIRES POUR LES TROIS ANNEES A VENIR 2006-2008	12
4.1. Création d'une structure propre de promotion des filières agricoles.	12
4.2. Contraintes au développement des filières pour le marché.	14
4.2.1. Au niveau de la production.....	14
4.2.2. Au niveau de la transformation.....	14
4.2.3. Au niveau des garanties.....	15
4.2.4. Au niveau de l'information	15
4.2.5. Au niveau de l'environnement économique	15
4.2.6. Au niveau des exportations	15
4.3. Les opportunités	15
4.3.1. Au niveau des politiques du gouvernement.....	15
4.3.2. Au niveau des bailleurs de fonds.....	16
4.3.3. Autres facteurs.....	16
V. LES CULTURES PRIORITAIRES.....	16
5.1. Les Critères de choix	16
5.2. Les cultures traditionnelles d'exportation.....	16
5.2.1. Café	16
5.2.2. Le thé.....	18
5.2.3. Le Pyrèthre	19
5.3. Les cultures de rente orientées vers le marché local.....	19
5.3.1. Le riz.....	19
5.3.1.1. Le système de production	19
5.3.1.2. La transformation et la commercialisation :	20
5.3.2. Le blé	20

5.3.3.	La tomate.....	20
5.4.	Les cultures avec un marché extérieur existant mais qui doit être développé.....	21
5.4.1.	La banane.....	21
5.4.2.	Le piment.....	22
5.4.3.	Le maracuja.....	22
5.4.4.	Le manioc.....	23
VI.	STRATEGIES.....	24
6.1.	Objectifs stratégiques globaux.....	24
6.1.1.	Promotion d'une agence ou une structure institutionnelle de promotion des filières.24	
6.1.2.	Promotion de l'esprit d'entreprenariat.....	24
6.1.3.	Promouvoir les liens entre les partenaires de la même filière.....	24
6.1.4.	Promouvoir le développement et l'accès aux inputs et aux crédits.....	24
6.1.5.	Promotion de la recherche des marchés.....	24
6.2.	Objectifs stratégies spécifiques.....	25
6.2.1.	Le café.....	25
6.2.2.	Le thé.....	25
6.2.3.	Le Pyrèthre.....	25
6.2.4.	Banane a fruit, piment, maracuja et la farine de manioc.....	25
6.2.5.	Riz :.....	25
VII.	PROGRAMMES PRIORITAIRES : 2006-2008.....	25
7.1.	Amélioration de la compétitivité et promotion de l'entreprise.....	25
7.2.	Promotion des filières et des conglomérats (cluster).....	26
VIII.	ACTIONS PRIORITAIRES.....	26
	ANNEXE 1 : PRODUCTION ATTENDUE 2006 -2008.....	27

I. CONTEXTE

1.1. Introduction

Le Rwanda est un des pays les plus pauvres du monde avec un revenu annuel par tête de 210 dollars EU. Le PIB s'élève à environ 1,8 milliard de dollars EU. Le secteur primaire fournit quelque 41% du PIB (2001), 91% des emplois et 72% des exportations. L'évolution de ce secteur dépend essentiellement de la performance de l'agriculture. Cependant environ 60% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et 42% au-dessous du seuil de pauvreté extrême.

Quand on regarde la situation alimentaire à l'échelle nationale, le Rwanda n'arrive pas à satisfaire les besoins alimentaires de sa population avec la production intérieure. En effet, en tenant compte des besoins moyens (2100 kilocalories, 59 grammes de protéines et 40 grammes de lipides par personne et par jour), le taux de couverture n'atteint respectivement que 83 %, 73% et 17,5% en 2001. Ces chiffres montrent une situation catastrophique pour les lipides dont le déficit est désormais devenu chronique depuis de nombreuses années. Les importations de produits alimentaires et les aides alimentaires satisfont une partie des besoins alimentaires respectivement pour environ 25,5% et 6,5% des besoins totaux nécessaires pour l'année 2001, apportant ainsi une contribution importante à l'offre alimentaire. La disponibilité calorique par personne et par tête à partir de la production agricole a baissé entre 1984 à 1990 de 23% cependant il y a eu une légère reprise en 2002 qui est plus liée à de bonnes conditions climatiques qu'à une amélioration quelconque du système de production agricole. Ainsi la production agricole n'arrive pas à suivre le taux d'accroissement de la population. C'est pourquoi il en résulte une paupérisation de la population surtout en milieu rural, un taux de malnutrition chronique qui ne fait qu'augmenter, la dégradation de plus en plus forte des sols et les pluies qui causent beaucoup d'érosion.

II. POLITIQUE NATIONALE AGRICOLE

Le ministère de l'agriculture, pour faire face à cette situation s'est fixé comme objectif global dans le cadre de la politique nationale agricole de générer les revenus monétaires aux producteurs et d'assurer la sécurité alimentaire le développement des filières qui sont le café; le thé; le pyrèthre; les roses; les fruits exotiques; les plantes ornementales; le haricot; le riz; le maïs; le blé; le soja; la pomme de terre; les cuirs et peaux; le miel; la viande et le lait.

Les programmes spéciaux et transversaux. Ces programmes seront développés pour répondre aux problèmes ressentis dans les domaines méritant une attention particulière. C'est ainsi que seront développés les programmes spéciaux suivants pour: (i) les régions au déficit alimentaire chronique; (ii) la gestion conservatoire des sols et des eaux; (iii) le contrôle des maladies du bétail et des végétaux; (iv) les intrants; (v) la compétitivité, la qualité et la stabilité des approvisionnements des marchés; (vi) l'agriculture et l'élevage dans les zones entourant les parcs nationaux; (vii) le stockage des produits agricoles.

Les politiques spécifiques suivantes seront développées: la recherche agricole; la biotechnologie; le financement du secteur agricole (crédit agricole); le genre et développement agricole; les aides alimentaires; l'irrigation; les coopératives.

Pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire durables, les stratégies spécifiques sont l'intensification, la professionnalisation, la commercialisation des produits agricoles, la bonne gestion du sol et des eaux, la diversification des productions agricoles et animales, l'empoissonnement des lacs et le développement piscicole, de l'artisanat de l'agro-industrie, le développement du secteur privé ainsi que l'amélioration de l'état nutritionnel.

2.1. Cohérence de la politique agricole avec la politique économique globale

La politique agricole se doit d'être en cohérence avec la politique économique globale et avec les autres politiques sectorielles qui concernent le développement du monde rural. Elle s'inscrit ainsi dans le cadre des grandes orientations de développement exprimées dans la Vision 2020.

2.1.1. La Vision 2020

Le Gouvernement rwandais a retenu les objectifs essentiels suivants : i) une bonne gouvernance politique et économique, ii) la transformation économique du monde rural, iii) le développement des secteurs des services et de l'industrie manufacturière, iv) le développement des ressources humaines, v) le développement et la promotion du secteur privé, vi) l'intégration économique au niveau régional et international, vii) la réduction de la pauvreté qui n'est pas un objectif séparé mais plutôt le résultat de la réalisation des autres objectifs. En particulier la vision 2020 considère qu'à l'horizon 2020, le secteur agricole modernisé n'occuperait que 50% de la population du pays.

2.1.2. La stratégie nationale d'investissement

La Stratégie Nationale d'Investissement (SNI) à l'horizon 2010 qui prévoit deux phases : la phase de croissance primaire de 2002 à 2006 où le secteur agricole accuse une croissance de 6,5% en termes d'investissement et la phase de consolidation de 2007 à 2010 où le secteur agricole accuse une baisse de financement jusqu'à atteindre 2,5% des investissements publics

2.1.3. La Stratégie de Réduction de la Pauvreté

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté (DRSP) qui s'inscrit dans le cadre de la vision de développement à long terme du Rwanda. Ce document appuie les objectifs de la Vision 2020 et s'attache à d'autres défis dont la mise en œuvre s'inscrit dans la résolution de défis de nature immédiate. Ces défis se situent au niveau des six domaines d'actions prioritaires suivants : i) le développement rural et la transformation de l'agriculture, ii) le développement humain qui couvre les actions d'amélioration des conditions de vie des pauvres, iii) l'infrastructure économique, iv) la gouvernance, v) le développement du secteur privé, vi) le renforcement institutionnel.

Ce document fournit pour le Rwanda un cadre de référence pour l'ensemble des acteurs engagés dans la stratégie et programmes de développement et constitue un cadre de mise en cohérence et de coordination des interventions.

2.1.4. Le discours programme du gouvernement

Le discours programme du gouvernement en matière d'agriculture et d'élevage se fixe comme objectifs sur 7 ans : l'utilisation rationnelle des sols et la lutte anti-érosive, la promotion de la culture du café et l'amélioration de sa qualité, la privatisation des usines à thé et des plantations de thé, la promotion de la culture du pyrèthre, la promotion d'une agriculture moderne et innovatrice, la lutte contre les enzooties, épizooties et phytopathologies, la mise en place des mécanismes facilitant l'accès au crédit agricole, l'augmentation de la valeur ajoutée pour les productions végétales et animales, l'augmentation des infrastructures de stockage et des unités de transformation des produits agricoles, la gestion conservatoire des eaux, la politique nationale en matière d'environnement la politique nationale en matière de l'habitat devant conduire au

dégagement des terres cultivables pour leur meilleure utilisation la politique nationale de décentralisation où les instances de base sont appelées à être partie prenante et à jouer un rôle primordial dans la mise en œuvre des politiques.

Il y a la volonté politique de disposer rapidement d'une loi foncière adaptée aux conditions actuelles. La Table Ronde de 2003 sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté En termes de cohérences au niveau international et régional la politique agricole tient compte.

2.1.5. Des objectifs de développement du millénaire

Les objectifs de développement du millénaire (ODM) où la réduction de la faim et de la pauvreté figurent parmi les priorités.

Du NEPAD dont l'un des objectifs est de restaurer la croissance agricole, le développement rural et la sécurité alimentaire. Il vise essentiellement à mettre en œuvre les principales recommandations sur la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'utilisation durable des ressources naturelles adoptées dans les conférences mondiales récentes, comme celle de Johannesburg, du Sommet Mondial de l'Alimentation cinq ans après, et la récente déclaration de Maputo en Juillet 2003. Quatre piliers ont obtenu un consensus, il s'agit de la gestion des eaux et de sols, de l'amélioration de l'offre alimentaire, la diversification des activités génératrices de revenus, la mise en place des d'information et d'alerte rapide, la recherche agricole, la diffusion et l'adoption des technologies ainsi que l'allocation de 10% du budget annuel des pays membres du NEPAD à l'agriculture.

Il y a la politique de libre échange dans le cadre du COMESA et EAC et sur le plan international dans le cadre de l'AGOA

Il y a également la ligne des résolutions et engagements nationaux pris lors des conférences et sommets organisés par les organismes des Nations Unies depuis plusieurs décennies sur la sécurité alimentaire et le développement durable

En conclusion , le gouvernement voudrait viser avant tout : Une agriculture familiale modernisée, innovatrice, professionnelle et spécialisée ; génératrice d'emplois et de revenus et orientée d'une manière volontaire vers le marché (domestique, sous-régional, régional et international) ; une agriculture intégrée et diversifiée et régionalement spécialisée qui assure la sécurité alimentaire de la population et une distribution équitable des ressources et des revenus ; une agriculture soucieuse de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles.

2.2. Objectif global de la politique agricole

L'objectif global de la politique nationale agricole est :

- Assurer une croissance économique soutenue et contribuer à la réduction de la pauvreté dans le monde rural et aux accroissements des revenus des producteurs

Les orientations prioritaires de cette politique :

- Réduction de la pauvreté et croissance économique en relation avec la SRP ;
- Modernisation de l'agriculture dans un contexte de développement durable ;
- Sécurité alimentaire.

2.3. Objectifs spécifiques sont

Responsabiliser les communautés paysannes en tant qu'acteurs du développement de l'agriculture---accroître les productions agricoles, animales, et halieutiques grâce à l'amélioration de la productivité---augmenter les revenus grâce à une diversification des activités économiques en milieu rural--renforcer la liaison production/marché---assurer une gestion durable des ressources naturelles--améliorer la situation économique et le statut social des femmes et des jeunes en milieu rural.

2.4. Principes directeurs

La vision de la politique agricole se base sur les principes de base suivants : la bonne gouvernance, la réduction des disparités et le genre. Le producteur est au centre des préoccupations.

La politique et les stratégies seront élaborées à partir des besoins des parties prenantes (stakeholders) dans un processus participatif et itératif. La responsabilisation des communautés à travers la décentralisation constitue le point de départ de la définition des plans d'action et des programmes une fois que les grandes lignes de la politique sont définies. Il s'agit de la transformation de l'agriculture en une activité professionnelle, rentable, non saisonnière et génératrice de revenus ; où les actions privilégiées seront celles qui touchent directement le producteur et lui permettent d'améliorer les conditions de sa production et ses revenus---la redéfinition des rôles des parties prenantes (Etat, producteurs, bailleurs de fonds, ONG, société civile)---le choix des filières doit être économiquement rationnel et strictement basé sur des avantages comparatifs. Il doit être flexible et dynamique dans le temps et dans l'espace. Pour assurer les normes exigées par le marché, il faudra élaborer les politiques et procédures en matière de certification, de contrôle sanitaire, d'hygiène et de qualité des produits agricoles.

2.5. Approche stratégique :

Le Gouvernement s'appuiera sur quatre axes stratégiques :

- i) La transformation et la modernisation de l'agriculture ;
- ii) Le développement des filières ;
- iii) Promotion de la compétitivité des produits agricoles ;
- iv) Développement de l'esprit d'entrepreneuriat.

Ces quatre axes seront soutenus par la mise en œuvre d'actions structurantes et intersectorielles visant à adapter aux nouveaux défis, les acteurs, les institutions et les organisations concernés.

La transformation et la modernisation de l'agriculture s'appliquent aux filières prioritaires identifiées pour les productions animales et végétales ainsi qu'à d'autres spéculations de diversification susceptibles de jouer un rôle important dans la sécurité alimentaire et générer des revenus aux producteurs.

III. DIAGNOSTIC DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES AU RWANDA

3.1. Raison d'être du développement des filières

L'approche filière constitue un des axes essentiels de la méthodologie d'intervention du Gouvernement qui s'appuiera sur le renforcement de la professionnalisation et la spécialisation de l'agriculture. La recherche constitue un appui important à cette politique car elle interviendra à tous les maillons de la filière. La promotion des produits d'exportation retiendra une attention particulière de la part du Gouvernement.

Au Rwanda les produits agricoles sont peu valorisés du fait de la faiblesse de leur transformation, à part les cultures traditionnelles d'exportation à savoir le café, le thé et le pyrèthre, les peaux et cuirs, les autres cultures orientées vers le marché intérieur à savoir le blé et le riz. Plusieurs projets multilatéraux et bilatéraux des années 70 et 80 ont été orientés vers l'amélioration de l'amont et très peu en aval ce qui allait de pair avec la politique de l'auto suffisance alimentaire. Le pays est resté pendant longtemps dans une agriculture de subsistance mais à cause d'une croissance rapide de la population l'agriculture seule n'a pas pu résoudre la problème de la sécurité alimentaire.

Le secteur agricole se trouve actuellement dans une impasse à cause de la manière avec laquelle elle a été conduite dans le passé. L'approche autarcique a été favorisée, c'est pourquoi pour avoir un décollage réel il faut des solutions nouvelles, des innovations. En effet au cours de la période des années 60 et 70, l'essentiel consistait à assurer l'aménagement du territoire par la mise en place des infrastructures de base et par la colonisation des terres disponibles, le modèle paysannat était utilisé sur de nouvelles terres. L'approche développement rural intégré était la plus favorisée.

Vers le début des années 80, la satisfaction des besoins nutritionnels devenait de plus en plus difficile à assurer. Le taux de croissance démographique était si élevé que la politique agricole visait l'autosuffisance alimentaire surtout que les autres secteurs ne pouvaient ni absorber ni créer des emplois pour dégager le secteur agricole. La politique sectorielle s'est alors orientée vers l'intensification agricole incluant l'utilisation des fertilisants minéraux, la valorisation de la matière organique, et du fumier, la lutte anti-érosive, la stabulation, le recours à la protection des végétaux, le recours aux semences sélectionnées, l'appui à la recherche ainsi qu'une vulgarisation plus performante. Tous ces efforts n'ont pas pu résoudre un problème de sécurité alimentaire, ni contribuer à une augmentation significative des revenus des agri-éleveurs. En faisant supporter le poids de la croissance démographique par le seul secteur agricole, il y a eu un déséquilibre des autres secteurs c'est ainsi qu'il y a eu une surexploitation des sols, une diminution de la taille des exploitations, un appauvrissement de la population rurale enfermée dans un système qui profitait très peu des avantages comparatifs régionaux et des opportunités du marché.

Après le génocide de 1994, le gouvernement cherche à réduire le poids qui est sur le secteur agricole par le développement d'autres secteurs. Grâce à la privatisation des infrastructures rurales du secteur agricole, le gouvernement vise l'efficacité des investissements, le développement des services et le recours aux nouvelles technologies. Cependant le chemin est long puisque le niveau d'investissement est encore assez bas soit 18% du PIB. La faiblesse des revenus ne permet pas de pratiquer l'intensification agricole qui demande l'utilisation des intrants et autres inputs.

L'approche filière vise le renforcement de la professionnalisation et la spécialisation de l'agriculture, la promotion des cultures d'exportation et leur régionalisation afin de réduire les

coûts de production et optimiser les avantages comparatifs; le partenariat avec le secteur privé en lui facilitant d'être partie prenante dans le processus de transformation du secteur agricole..

Il est temps que le secteur agricole brise avec le passé et que la politique agricole vise également l'amélioration des revenus afin de contribuer d'une façon significative à la réduction de la pauvreté. Il est temps que des investissements importants soient faits au niveau de l'aval c'est-à-dire transformer les produits agricoles afin de leur donner une plus grande valeur ajoutée.

La valorisation doit passer impérativement par l'amélioration de la qualité du produit. Cette bonne qualité permet au produit d'être plus compétitif sur le marché. La qualité est maintenue du producteur au processeur à la manutention à l'emballage, au transport au stockage jusqu'au consommateur. Tous les intervenants doivent tenir compte du maintien de la qualité le long de la chaîne de production et de la commercialisation. Le développement des filières porteuses passe par les innovations technologiques et organisationnelles qui en améliorent la compétitivité pour approvisionner les marchés locaux, régionaux et en dehors de la région.

3.2. La transformation des produits agricoles (agro-industrie)

En 1960, le développement agricole en Afrique visait la production agricole et les unités de transformation étaient des parastatales, c'était la période de la production des produits de substitution aux importations et des produits d'exportation.

Entre 1970-1980, le développement du secteur agricole a vu la naissance de la libéralisation des marchés agricoles et la diminution du rôle des conseils d'administration dans les sociétés para étatiques.

En 1990, le développement du secteur agricole est passé par le développement des marchés des produits agricoles et le développement des services qui s'y rattachent. La privatisation de l'industrie agro alimentaire reste cependant complexe à cause des interrelations entre l'approvisionnement des intrants, l'accès aux services financiers et le marché des produits agricoles et d'élevage, le rôle de l'état reste le contrôle de la qualité, la gestion du risque, l'information sur les prix, la production des statistiques, la vulgarisation, l'offre des services dans des régions à haut risque etc..

Au Rwanda le gouvernement pour accélérer le développement du secteur agricole et atteindre un revenu par habitant de US \$ 400 en 2010, s'est fixé comme axe prioritaire le développement celui des filières porteuses et de l'agro-industrie.

La transformation des produits agricoles constitue le moteur de développement économique et plus particulièrement celui du secteur agricole. Celle-ci permet à la population rurale de trouver des emplois non agricoles et surtout de développer le secteur des services qui épaulent le secteur agricole. Le Rwanda a beaucoup d'opportunités vu sa biodiversité ainsi que ses conditions pluviométriques. Il existe au Rwanda une gamme de légumes telle que la tomate, le chou, la carottes, le champignon, l'aubergine, le poireau, le céleri, la courge, le navet et la tétragone. Cependant les exportations restent encore au niveau embryonnaire, il s'agit du café, du thé, du maracuja ainsi que du piment. Un effort particulier devra être fait dans le futur pour explorer d'autres opportunités. Plusieurs expériences concluantes ont ouvert une autre vision du développement agricole au Rwanda après 1994, il s'agit de la transformation des produits agricoles. A ce titre on peut citer la transformation du manioc en farine, gari, amidon, de la fabrication du pain et des biscuits à partir de la patate douce et de la fabrication des farines enrichies à partir du soya, du sorgho et du maïs, la transformation de l'ananas, du maracuja et de la tomate.

En conclusion, cette vision de développement agricole a beaucoup de chance d'amener le Rwanda vers un développement durable, cependant la recherche agricole, la vulgarisation, l'accès aux services financiers au niveau du monde rural, la recherche de la qualité, des marchés, la maîtrise de la production et de la transformation constituent des préalables incontournables.

3.3. Le concept de compétitivité

La compétitivité a été définie comme l'habilité d'un pays de passer le cap d'être présent sur le marché international tout en réalisant des revenus réels. Michael Porter and Michael Fairbanks soulignent le caractère d'une croissance soutenue de la productivité comme la définition ultime et la mesure de la compétitivité.

La compétitivité est un instrument qui assiste le secteur privé à répondre rapidement à un changement de politique et à un environnement institutionnel tout en réalisant des profits qui sont mesurés par le niveau d'investissement, le taux de croissance, la productivité, la rentabilité, le nombre d'emplois et le volume des exportations. La compétitivité permet d'évaluer la réforme des politiques et institutionnelles et stimule un dialogue productif et effectif entre le secteur privé et le secteur public.

La compétitivité n'est pas seulement l'utilisation efficace des ressources nationales, il ne s'agit pas de savoir si un produit est moins cher dans un pays X par rapport au prix de ce même produit dans un pays Y, la compétitivité est un processus dynamique. En abaissant les coûts de production d'un produit de la filière, il ya de fortes chances que le produit final soit moins cher. Il s'agit de diminuer les coûts à chaque étape de la filière du producteur au consommateur, c'est la compétitivité-prix. Une autre composante de la compétitivité est la qualité, c'est-à-dire le respect des normes et standards internationaux, ici alors on amène la notion de compétitivité-qualité qui est plutôt liée au savoir-faire collectif. Le produit est un bien physique, une qualité, un conditionnement, il est lié à une structure, une homogénéité des lots, une origine, un terroir, une image, un commerce équitable, tous ces éléments sont pris en considération. La différenciation des produits qui en découle modifie les conditions de compétitivité qui font que le prix n'est plus aussi prépondérant.

La recherche de la compétitivité nécessite des investissements humains, financiers et une contractualisation à long terme. Elle s'accompagne de la mise en place de structures professionnelles (agricole) et interprofessionnelles (producteurs, commerçants agro-industries et exportateurs, secteurs financiers. L'interprofession a comme rôle de partager la valeur du produit

3.4. Le concept de marche et d'agri busines

3.4.1. Une agriculture de marché, facteur important de réduction de la pauvreté

Il y a une dizaine d'années, dans la plupart des pays du tiers monde, les programmes de développement agricoles visaient plus l'offre alimentaire alors que dans les pays développés, le goût et les préférences du consommateur définissaient le développement des filières. La demande qui constitue le marché est la nouvelle approche de développement du secteur agricole.

C'est ainsi que la qualité, le respect des standards et des normes des produits, constituent des éléments clés du développement du secteur agricole. Les pays en voie de développement ont adoptés les mêmes approches surtout qu'ils ont opté pour la mise en place des programmes de réduction de la pauvreté et se sont fixés comme objectifs

l'amélioration des revenus des ménages surtout ruraux et l'augmentation des emplois non agricoles. La transformation des produits agricoles, l'augmentation de la valeur ajoutée, passent par la création des unités de transformation et la mise en place des systèmes agro-alimentaires. De tels systèmes définissent une autre composante du développement du secteur agricole qui est celle de l'agrobusiness.

Dans le développement de l'agrobusiness, les pauvres constituent aussi des parties prenantes. En effet du côté de la demande, l'efficacité des traitements post récoltes ainsi que la commercialisation des produits agricoles sont des éléments clés qui déterminent les prix des produits agricoles et d'élevage qui sont payés par les consommateurs urbains et ruraux et ceci a un impact sur la sécurité alimentaire des ménages.

Dans les pays du Sud du Sahara, 42% du budget familial vont à l'alimentation du ménage, plus de 60% pour les familles pauvres. Les coûts alloués à la commercialisation des produits agricoles, à la manutention, à la distribution ainsi que les pertes après la récolte comptent pour 50% et plus des dépenses familiales. Au Rwanda les liens entre les maillons de la chaîne de production sont si faibles que les seuls profits réalisés dans le commerce des produits alimentaires ont un impact réel sur les revenus des producteurs.

La transformation n'est une affaire des personnes aisées. En effet l'amélioration de l'efficacité du secteur de la transformation, de la distribution, améliore aussi la qualité et l'hygiène des aliments des pauvres. La qualité des produits, leur disponibilité, leurs éléments nutritifs, les produits frais, affectent la santé et le bien être des pauvres.

Du côté de l'offre, il existe des liens étroits, directs et indirects entre l'agrobusiness et la réduction de la pauvreté. En effet, la plupart des unités de transformation font recours à la main d'œuvre des pauvres, en Afrique 25% du revenu total vient du secteur de l'agrobusiness. Les pauvres sont employés dans la maintenance des machines, la réparation des équipements, le commerce des produits et ces fonctions augmentent quand le pays va au de la catégorie des pays à revenu faible vers les pays à revenu moyen. Avec l'allocation des ressources vers des produits avec avantages comparatifs et l'augmentation des échanges entre les différentes régions de l'Afrique, les pauvres sont de plus en plus dans des postes de manutention, d'emballage, de transformation et de transport et de distribution des produits agricoles et d'élevage.

En conclusion, la transformation des produits agricoles et le développement de l'agrobusiness stimulent la création des emplois non agricoles, la recherche a trouvé que la création d'une activité d'agrobusiness stimule une croissance rapide des services et une demande accrue des produits manufacturés qui n'ont aucune relation avec l'agro-industrie et les pauvres bénéficient beaucoup de services qui s'y rattachent. Les opportunités d'emploi pour les pauvres sont plus nombreuses dans les zones où sont installées des unités de transformation que dans des régions qui dépendent uniquement de l'agriculture. Plus souvent on y trouve une diversité d'activités économiques qui permettent d'amortir les chocs en cas de fluctuations des prix, en cas de famine ou de sécheresse. Les activités agro industrielles offrent aux petits exploitants des inputs et des services moins chers. Les pauvres bénéficient de l'économie d'échelle des agro-industries, ce qui les rend plus compétitifs dans la zone, tandis que l'agro-entreprise fait face aux coûts transactionnels plus élevés quand elle doit vendre ses produits aux petits exploitants. L'amélioration de l'efficacité de l'agro entreprise peut contribuer à la diminution des coûts d'opération, de transaction et permet de réaliser des bénéfices qui peuvent atteindre des groupes plus larges de fermiers.

La promotion de l'agro-industrie et les autres activités agro-alimentaires peuvent déclencher une force catalyseur de réduction de la pauvreté directement ou indirectement par la réduction des prix des aliments et l'incertitude de l'offre alimentaire, l'amélioration de la diète

des populations rurales et urbaines, la génération de la croissance, l'augmentation et la diversification des revenus, la création des emplois et des opportunités d'entrepreneuriat tant en milieu rural qu'en milieu urbain, l'amélioration de la productivité pour les petits exploitants ce qui leur amène de bonnes conditions de vie et qui les intègre mieux dans les circuits du commerce local, national et international.

Le développement de l'agrobusiness va avoir une part importante de l'économie au Rwanda et en Afrique pour les 10 années à venir, vu l'importance de l'agriculture dans le PIB, elle constitue actuellement 15 à 30% du PIB pour la plupart des pays africains.

La performance et la compétitivité de l'agro-business au Rwanda en Afrique comme au Rwanda auront un impact positif sur la croissance économique en général, sur l'augmentation des revenus et la réduction de la pauvreté des populations rurales et urbaines en particulier.

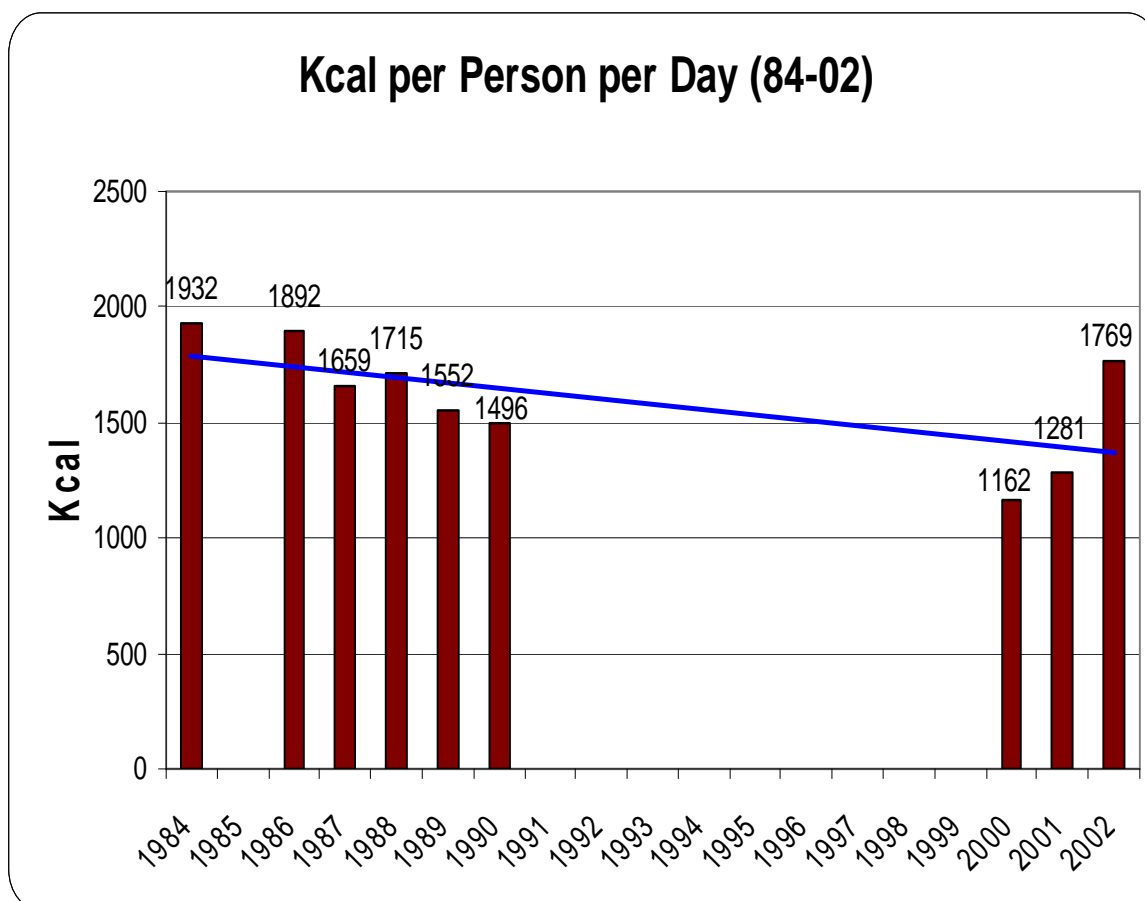
La tendance actuelle de **l'agrobusiness** au Rwanda peut se résumer en la libéralisation du secteur qui a passé du contrôle du marché des produits agricoles à la privatisation des unités de transformation, de stockage et autres services connexes ce qui a amélioré la compétitivité des industries agro-alimentaires. Cependant il existe encore des points d'ombre, des règles non encore claires, l'augmentation des risques au niveau de la production qui vont sur le dos du petit producteur et une diminution croissante des investissements dans les biens communautaires des systèmes agroalimentaires.

Les changements structurels s'observent au niveau des ventes en détail des produits alimentaires, on voit l'émergence des supermarchés et des chaînes de supermarchés qui ont une certaine influence sur la structure de la consommation alimentaire et bien que le client soit toujours de la classe moyenne ou de la classe à revenu supérieur, la majorité de la population s'approvisionne encore sur les places du marché. La distribution des produits alimentaires d'origine agricoles ou d'élevage fait face à une tension causée par une forte croissance démographique en ville, les pertes de l'inventaire restent élevées, plusieurs travaux de manutention coûtent cher, l'emballage qui ne garantit pas une bonne hygiène des produits, un drainage et des conditions sanitaires autour des marchés qui sont épouvantables. Les places des marchés urbains restent encore propriétaires des mairies urbaines. L'organisation et le développement des associations de producteurs sont encore à un niveau assez faible après la libéralisation des marchés et des unités agro industrielles.

3.4.2. L'offre alimentaire

Le producteur vend le surplus surtout quand il s'agit du marché local mais quand on analyse la situation au Rwanda, on remarque ce qui suit :

À l'échelle nationale, le Rwanda ne parvient pas à satisfaire les besoins alimentaires de sa population avec la production intérieure. En effet, en tenant compte des besoins moyens (2100 kilocalories, 59 grammes de protéines et 40 grammes de lipides par personne et par jour), le taux de couverture n'atteint respectivement que 83 %, 73% et 17,5% en 2001. Ces chiffres montrent une situation catastrophique pour les lipides dont le déficit est désormais devenu chronique depuis de nombreuses années. Les importations de produits alimentaires et les aides alimentaires satisfont une partie des besoins alimentaires respectivement pour environ 25,5% et 6,5% des besoins totaux nécessaires pour l'année 2001, apportant ainsi une contribution importante à l'offre alimentaire. Le graphique ci-dessous montre la disponibilité calorique par personne et par tête à partir de la production agricole. On voit qu'elle a connu une décroissance de 1984 à 1990 de 23% cependant on voit qu'il y a une légère reprise en 2002 qui est plus liée à de bonnes conditions climatiques qu'à une amélioration quelconque du système de production agricole. On remarque que ce déficit alimentaire ne permet pas au producteur d'avoir des surplus et de ce fait a peu de produits à vendre.



3.4.3. La demande alimentaire solvable

Selon une enquête menée en 1990 sur les revenus et les dépenses des ménages, on remarque que plus de 60% des ménages achètent la pomme de terre et cette culture est la plus commercialisée parmi les cultures vivrières. Elle est suivie du haricot avec 51.6% des ménages, une des raisons est que le haricot est la source principale de protéines, en effet le haricot fournit plus de 40% de total des protéines. Le sorgho est aussi commercialisé plus de 50% des ménages l'achètent mais c'est surtout pour la fabrication de vin de banane comme celle de la bière de sorgho. Le vin de banane est la principale source de revenu pour les exploitants agricoles.

Le niveau des ventes des produits vivriers est très limité en effet on voit que la banane est la culture qui est vendue par un grand nombre de ménages au Rwanda soit 30%. En effet la même enquête a montré que la province de Kibungo qui produisait plus de la moitié de la production vivrière dans les années 90, le revenu par habitant par an y était le plus élevé soit 64,000 frws par ménages par an. La patate douce est vendue également sur le marché par 27% des ménages, en effet ceci s'explique par le fait que plus de 80% des ménages produisent la patate douce comme culture de sécurité alimentaire.

Le marché des produits vivriers est caractérisé par plus d'achats que de ventes, ce qui signifie que la production est faible et les excédents alimentaires sont très limités. Si on veut augmenter les revenus et réduire la pauvreté par le commerce des produits vivriers traditionnels, le chemin est très long à faire. En effet il y a plus d'acheteurs nets que de vendeurs nets, ce qui signifie que le monde rural vit des importations venant de la région. On peut se poser la question de savoir avec quoi les exploitants payent les produits vivriers qu'ils achètent. Il y a trois sources principales de revenu de l'exploitant agricole à savoir la

main d'œuvre qui est vendue à l'extérieur de l'exploitation, l'emploi non agricole ou alors le produit de leurs ventes.

Le principe qui dit que, la relance de l'économie rwandaise dépendra de l'augmentation de la production d'une ou plusieurs cultures dont les bénéfices nets vont être utilisés pour stimuler la consommation des autres produits non agricoles, a des limites claires dans ce sens qu'il faut briser le cercle vicieux qui consiste en ce fait que plus on augmente la production d'une culture, plus son prix baisse et plus le producteur s'appauvrit. Cette situation se remarque régulièrement sur le marché rwandais avec des fluctuations fréquentes des prix des produits agricoles sur le marché national. Si la grande majorité de la population rurale fait plus d'achats nets que de ventes nets et qu'il y a élasticité de la demande par rapport au revenu ceci signifie que plus les revenus augmentent, plus grand est le budget familial consacré à l'alimentation du ménage.

La conclusion est que l'agriculteur rwandais qui est en même temps producteur est très dépendant du marché pour se nourrir parce que sa production ne lui suffit pas.

Pour briser ce cercle vicieux, il faudra mettre beaucoup d'efforts pour augmenter la production vivrière jusqu'à atteindre un niveau tel qu'une augmentation des revenus ne se traduise pas par une allocation importante du budget familial à l'achat des aliments, que la majorité des producteurs fassent plutôt des ventes nettes des produits agricoles.

Tableau no 1 Le pourcentage des ménages qui participent à la commercialisation des produits agricoles

Cultures	% des ménages qui achètent seulement	% des ménages qui vendent uniquement	% des ménages qui vendent et achètent	% des ménages sans aucune transaction
Haricot	51.6	5.2	41.3	1.9
Bananes	16.7	30.8	17.3	35.2
Patates douces	37.8	27.7	22.0	12.5
Pommes de terre	60.5	4.0	9.1	26.4
Manioc	41.8	14.6	14.1	29.5
Sorgho	50.1	13.3	19.7	16.9
Petits pois	25.5	4.3	3.1	67.1
Mais	28.5	11.4	12.6	47.6

La seconde source de revenu au Rwanda est l'emploi en dehors de l'exploitation

Une enquête menée par interview a révélé ce qui suit :

Sur un échantillon de 1.019 ménages, 47% des ménages ont recouru à l'emploi en dehors de l'agriculture sous une forme ou une autre. La majorité des emplois se trouve dans le secteur agricole où le salaire journalier est le plus bas. En effet au moment de l'enquête, le salaire de l'ouvrier agricole était de 120 FRWS alors que pour les activités non agricoles, la rémunération était de 180 FRWS par jour. Aujourd'hui le maçon gagne 1000 FRWS par jour quand l'ouvrier agricole gagne seulement 300 FRWS par jour.

Tableau no 2 : Pourcentage des ménages travaillant en dehors de l'exploitation selon le type d'emploi

Type d'emploi	% de jours
Agriculture	30.8
Artisanal	18.9
Main d'œuvre	12.8
Commerce	16.4
Fonctionnaire	5.6
Autres salaires	12.3
Tout autre	3.1
Total	100%
(N=)	464

En conclusion, la commercialisation des produits vivriers sert plus à l'approvisionnement en aliments pour le producteur qu'une source de revenu, ce qui signifie que le producteur qui vit uniquement des cultures vivrières et qui se trouve en dessous du seuil de pauvreté ne pourra jamais passer ce cap avec uniquement la production vivrière. C'est pourquoi le paysan rwandais doit produire plus pour son alimentation et promouvoir les cultures de rente pour qu'il fasse des revenus.

IV. ORGANISATION DES FILIERES PRIORITAIRES POUR LES TROIS ANNEES A VENIR 2006-2008

4.1. Création d'une structure propre de promotion des filières agricoles.

L'organisation des filières doit s'accompagner des structures professionnelles et interprofessionnelles. C'est en effet l'ensemble des acteurs de la filière dument représentatifs qui peut orienter leur propre développement. Cela suppose leur implication directe dans la gestion des changement à opérer.

Le modèle comprend une structure institutionnelle de promotion des filières agricoles qui joue le rôle d'incubateur, de catalyseur et de coordination. Pour chaque filière, l'agence va créer plusieurs associations qui regroupent tous les producteurs agricoles de la même filière. Cette structure sera chargée de la structuration de la chaîne de production pour toutes les filières agricoles, elle sera chargée de développer la chaîne de commercialisation des filières en établissant des liaisons solides entre le petits producteurs et le marché local ou d'exportation. L'agence sera chargée de bâtir un partenariat efficace avec le monde des affaires et de promouvoir l'application des résultats de la recherche et de la technologie. L'agence aura en son sein un centre d'affaires . L'agence devra également jouer un rôle de courtage entre les différents partenaires dans cette structure, elle facilitera les négociations , formalisera les contrats. Cette agence sera responsable de l'assistance technique dans le domaine de la gestion de la chaîne de production.

Les associations des producteurs seront encadrées par cette agence.

Le développement de l'esprit d'entreprenariat visera la valorisation de l'entreprise et de l'entrepreneur considéré comme créateur de richesse et de bien-être. Le développement de cet esprit nécessite une diffusion de la culture entrepreneuriale. Quatre piliers essentiels sur lesquels se base la culture entrepreneuriale sont les suivants : les autorités de base qui

assurent le leadership de la culture entrepreneuriale, les médias qui soutiennent la cause et valorisent les entrepreneurs, l'implication de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire pour la promotion des attitudes et des valeurs, la transmission des connaissances et le développement des compétences selon ces divers niveaux, l'expérience des entrepreneurs.

Le Gouvernement rwandais se chargera donc de développer les petites et moyennes entreprises dans le secteur agricole. Une priorité essentielle sera d'encourager l'esprit d'entreprise et de développer chez les jeunes, les autres producteurs des compétences d'entreprenariat qui dans le futur favoriseront la création de l'emploi et des revenus des populations.

Le troisième acteur est le secteur privé qui a un rôle multiple, il est responsable du financement, de l'emballage, du transport, de toutes les opérations en rapport avec l'exportation et le marché intérieur. Les associations avec l'aide de l'agence seront responsables de la chaîne de production.

La chaîne de production est une étape importante pour le succès de l'opération dans le cas de l'exportation d'une culture de rente. L'efficacité au niveau de la chaîne de production ne permet pas seulement de produire et de commercialiser le produit avec une valeur ajoutée mais également garantit un bon climat d'investissement, stimule l'innovation et augmente la compétitivité.

Pour y arriver, du côté de la production, la structure devra assurer les services suivants : la formation des producteurs sur les techniques de production, utilisation des intrants, la gestion de la qualité, les techniques de conservation des produits, l'amélioration des circuits de commercialisation des semences sélectionnées, la collecte des données sur la superficie cultivée, la plantation, le nombre de plants, les variétés, les zones de production etc..) les incitations pour la mise en place des organisations de producteurs, la production adaptée à la demande en termes de variétés, de qualité, de certification, de lois en vigueur sur le travail, et autres lois. Toutes ces informations vont montrer le niveau d'organisation des associations des producteurs et permettront un suivi facile par les importateurs du produit qui va arriver sur le marché surtout pour les produits bio et les quantités de pesticides appliquées.

Du côté du marché, l'agence veillera à mettre en place l'organisation des assembleurs et leur participation active dans l'opération de collecte, la formation sur les standards et les normes d'exportation, l'identification des transporteurs, des containers pour acheminer le produit, le chargement qui limite les pertes, le dialogue avec les autorités douanières, les arrangements financiers avec les banques locales, le renforcement du partenariat avec les sociétés d'exportation ou les grossistes qui vendent leurs produits sur le marché intérieur.

S'agissant des domaines transversaux ; Le contrôle de la qualité exige surtout pour les produits périssables, la maîtrise de toutes les méthodes standards imposées par les importateurs, pour garder le produit intact jusqu'à destination à titre d'exemple, l'emballage, le temps de récolte, l'information sur le marché et les conditions de transport.

L'opération d'exportation a une autre fonction spécifique qui est celle du **transport**. Cette composante peut être monomodale ou multimodale. Elle est monomodale quand le produit est transporté soit par avion soit par bateau soit par train soit par véhicule. On parle de multimodal quand le transport se fait sous plusieurs formes.

Le troisième domaine est celui **du financement** de l'opération qui est assuré par un exportateur privé qui entre en joint venture avec l'agence de la promotion des filières qui paie le prix convenu au producteur et qui supporte les risques jusqu'à la livraison du produit sur le

marché international. Le financement peut être aussi négocié entre l'agence et la banque locale surtout pour l'achat des intrants. Si le prix de vente est supérieur au prix au producteur moins les autres charges dues à toutes les transactions, la différence est divisée en deux une partie va aux producteurs et l'autre à l'exportateur. L'homme d'affaires privé assure le financement pour l'achat du produit à partir des producteurs, le matériel d'emballage, toute la logistique de transport, le personnel des entrepôts et administratif de la documentation. . L'agence de promotion des filières agit comme un courtier, établit des contrats avec la banque locale pour louer la chambre froide qui garantit un bon conditionnement des produits avant leur exportation

4.2. Contraintes au développement des filières pour le marché.

4.2.1. Au niveau de la production

La demande solvable au Rwanda est très limitée par le fait que les revenus à partir du commerce des produits agricoles est faible. Le pouvoir d'achat au niveau du monde rural ne permet pas au producteur de s'approvisionner en intrants en quantités nécessaires pour une augmentation significative des revenus. Comme on a vu plus haut, les dépenses au niveau du ménage sont plutôt consacrées à l'achat des aliments pour la famille.

Les structures d'encadrement et de vulgarisation sont inexistantes ce qui rend impossible d'attendre la quantité et la qualité nécessaires pour les produits d'exportation d'où le volume limité de production et de commercialisation.

Il y a absence d'infrastructures de base pour l'exportation des produits périssables à savoir la chaîne de froid, les serres de production, les camions frigo, les hangars de stockage ainsi que les unités de transformation.

4.2.2. Au niveau de la transformation

Pour l'exportation il y a peu de connaissance sur les normes et les standards, en effet pour les produits périssables, il est difficile de savoir où se trouve ce genre d'information. Pour l'ensemble des produits, les sous produits ne sont pas utilisés ce qui réduit la valeur totale du produit transformé. L'eau et l'électricité, le transport coûtent cher ce qui rend les produits rwandais moins compétitifs, c'est pourquoi il faut viser plus la compétitivité- qualité.

La politique de ne pas avoir des prix différentiels en fonction de la qualité n'incite pas les producteurs à soigner la qualité de leurs produits avant de les amener chez le processeur ou l'exportateur quand le produit est vendu à l'état brut. Le marché local n'est pas exigeant quant à la qualité des produits. Jusqu'à ce jour la recherche sur les cultures non traditionnelles est très limitée ce qui limite considérablement des initiatives dans le secteur de l'agrobusiness. Le secteur agricole est un secteur à haut risque et de ce fait attire peu d'investissements locaux et étrangers. Quand les financements sont disponibles, ils sont à court terme. Parmi les contraintes à l'investissement étranger il y a la difficulté de transfert des devises, les taux d'imposition assez élevés, les services de base coûteux et de qualité moyenne, la lourdeur des services publics.

La plupart des produits périssables exigent beaucoup d'eau, c'est pourquoi on les trouve soit dans les bas fonds ou alors dans les régions à haute pluviométrie, malheureusement, le peu de connaissances nationales dans la maîtrise de l'eau fait que l'irrigation est peu utilisée alors que le bilan hydrologique de Rwanda est pourtant promoteur.

4.2.3. Au niveau des garanties

Il faudrait promulguer la loi foncière pour sécuriser les investissements dans le secteur agricole. Le secteur de l'agrobusiness est assez nouveau d'où la difficulté de trouver des ressources humaines du secteur privé qui répondent à cette demande. Le pays ne s'est pas encore doté d'un fonds de garantie agricole.

4.2.4. Au niveau de l'information

Comme il y a absence d'information sur le marché, les mercuriales ne sont pas publiées, les informations relatives à la consommation, à la transformation et aux goûts des consommateurs font également défaut.

4.2.5. Au niveau de l'environnement économique

L'environnement des affaires se heurte à une multitude dont les plus importantes sont les suivantes : les politiques de taxes, les droits de douanes et autres prélèvements, les financements et crédits, les prix assez bas des produits agricoles et l'absence des incitations, la politique foncière, le commerce international, l'ouverture à l'investissement étranger, le rôle des villes secondaires, les contraintes liées à la création des entreprises, les problèmes liés à la main d'œuvre qualifiée, le manque d'infrastructure et des services en milieu rural, l'absence de compétition et des services orientés vers le marché, absence de l'information sur le marché, le peu d'impact de la politique de privatisation sur le monde rural, l'absence des services de vulgarisation, le manque de normes et standards, la recherche agricole, la réglementation en matière de formation des coopératives et associations, la subvention dans certains domaines qui freine la compétitivité et empêche le secteur privé d'entrer dans le secteur.

4.2.6. Au niveau des exportations

Le Rwanda se trouve parmi les pays qui exportent le moins au monde, il est pratiquement fermé au monde extérieur en termes relatifs, les exportations représentent 17.3% du PIB et le déficit moyen de la balance commerciale est 20% de PIB comparé à 6% des pays pauvres les plus endettés. Les exportations représentent 31% des importations. La valeur des exportations par tête dans les pays du Sud du Sahara était de US \$ 145 en 2001, pour les pays pauvres les plus endettés, cette valeur était de US \$ 100, au Rwanda elle est estimée à US \$ 18

4.3. Les opportunités

4.3.1. Au niveau des politiques du gouvernement

Le Rwanda a beaucoup d'opportunités pour viser les cultures qui offrent plus de revenus pour la population, il y a également la volonté politique qui se traduit par la création par le gouvernement d'un environnement favorable pour la compétitivité par la mise en place d'un cadre réglementaire et institutionnel qui favorise le développement du secteur privé, la libéralisation des échanges, l'amélioration du système de taxation, la libéralisation des prix et du commerce, la privatisation des entreprises publiques, la libéralisation de la gestion de l'eau et de l'énergie, des télécommunications, du taux de change et la privation des unités théicoles.

Le secteur privé commence à s'intéresser à l'agrobusiness et l'agro-industrie et des incitations financières sont mises à sa disposition par le gouvernement (soft loans). Une

plus grande conscience dans la recherche de la qualité par les producteurs de café du thé et des autres cultures non traditionnelles de rente se manifeste et une émergence des associations, des coopératives ou des individus se lance dans l'agri-business. Le marché européen et nord américain s'ouvrent petit à petit aux produits tropicaux et ethniques et des relations d'affaires de plus en plus étroites sont entre les rwandais et le reste du monde dans le cadre de l'agri business.

4.3.2. Au niveau des bailleurs de fonds

Un autre facteur favorable est le soutien des bailleurs de fonds pour les filières comme le café, le thé, le pyrèthre, le piment, le maracuja, le riz, le blé, la transformation du manioc.

4.3.3. Autres facteurs

On trouve des incitations pour le thé, le café avec un premium, une main d'œuvre agricole peu chère, un climat favorable à la polyculture, un réseau hydrographique très dense, une superficie élevée des marais et un grand potentiel dans le domaine des filières.

V. LES CULTURES PRIORITAIRES

5.1. Les Critères de choix

Le choix s'est fait en fonction des critères suivants : Les cultures traditionnelles d'exportation telles que la café, le thé et le pyrèthre, les filières qui donnent des produits qui sont importés mais qui peuvent être produits localement tels que le riz, le blé, les cultures non traditionnelles d'exportation mais dont le marché existe et dont les exportations ont commencé et dont l'expansion du marché extérieur est d'une importance capitale. Il s'agit du piment, de la banane de fruit, du maracuja, de la farine de manioc du géranium. Il faudra également promouvoir le tournesol parce que le pays ne couvre que 17.3% des besoins en lipides, leur rôle important dans l'économie nationale surtout pour la capitalisation du monde rural à travers les marchés domestiques, sous-régionaux, régionaux et internationaux (avantages comparatifs), de leur rentabilité ; la réponse à la dynamique des marchés régionaux et internationaux; la capacité d'organisation professionnelle des producteurs

5.2. Les cultures traditionnelles d'exportation

5.2.1. Café

La culture du café est pratiquée par 54% des ménages au Rwanda avec 86.3 % des ménages à Butare, 78.6% à Cyangugu 71.5% à Kibungu et 70.5% à Kigali Ngali.

Après avoir connu les chutes des prix sur le marché mondial et le désintéressement de la population de cultiver le café, le Rwanda a fait le choix de passer de la quantité à la qualité. La culture du café se développe autour de deux axes stratégiques différentes : Le café de spécialité et les autres types de café (standard et ordinaire) :

La production du café était de 25,000 MT en septembre 2004, le café fully 700 tonnes alors que la production du café en 1980 était de 43,000 tonnes. Ainsi on remarque une volonté de reprise du secteur du café, le secteur privé prend de plus en plus d'initiatives surtout pour ce qui est du café de qualité. Un des indicateurs est le nombre de stations de lavage installés qui est de 35 unités comparativement a 2 unités qui étaient opérationnelles en 2002. D'ici 2010, le nombre de stations de lavage devrait passer à 100 unités.

En termes de revenu de la population le café apporte au pays un montant de US \$ 15 à 20 millions. Avant 1994, le culture du café était pratiqué par 54% des ménages mais suite à la baisse des cours mondiaux, à la suppression des subventions, on estime que la moitié des producteurs n'entretient pas ses caféiers.

Cette culture va continuer a avoir son impact sur les revenus de la population, en effet en depuis 2002, les prix du café standards et ordinaires ne cessent d'augmenter, ils sont passés de US \$ 0.99 en 2002 a US \$ 1.31 par kg en 2004 tandis que le prix du kilo de café de spécialité est passé de US \$ 2.25 à US \$ 2.50. La quantité exportée de café de spécialité est passée de 17 tonnes en 2000 à 700 tonnes en 2004 ce qui signifie 41 fois plus en 4 ans. Cette opportunité est à saisir et toute stratégie devra viser ce qui suit : le développement du café de spécialité, la construction des stations de lavage, une bonne gestion par les associations, un personnel d'encadrement compétent, une bonne recherche de marché, un bon contact avec les bailleurs, le maintien d'une qualité supérieure du produit et le renforcement du partenariat.

Le café de spécialité était inexistant au Rwanda avant 2002, en effet le premier container de 30 tonnes a été envoyé sur le marché américain à partir de la station de lavage de Maraba. S'agissant de son impact, la production de café de spécialité est passé de 30 tonnes en 2002 à 72 tonnes en 2003 et de 160 tonnes en 2004. Les recettes d'exportation sont passées de US \$ 75,000 en 2002, US \$ 194,400 en 2003 et US \$ 400,000 tonnes en 2004. En termes d'impact sur la population, les producteurs de café de spécialité qui étaient au nombre de 500 en 2002, sont actuellement à 1,500 membres. Les coopératives de producteurs de café naissent ici et là et les entrepreneurs privés dynamisent le secteur grâce à leur modèle de gestion qui offre plus de garantie de prix aux producteurs grâce aux contrats qui sont signés par les deux parties.

Le modèle de gestion est celle d'une structure qui est composée d'un individu promoteur ou d'un projet, des associations de producteurs qui vendent directement à l'acheteur ou qui passe par un privé comme intermédiaire.

Les forces de ce modèle sont : La capacité de mettre une valeur ajoutée aux produits agricoles, la capacité de mobiliser les fonds, la capacité de vendre à l'extérieur et de générer des revenus au niveau communautaire et un bon partenariat institutionnel avec les différents acteurs.

Tableau no 3 : Evolution de la valeur des exportations en millions de dollars américains

ANNEES	2000	2001	2002	2003
1. Valeur totale en US \$ du café	22,4	19,4	19,2	15
2. Valeur des exportations totales	69	73	65,9	62,9
3. La contribution du café en %	32,5	26,6	29,1	23,8

Communication : Directeur de l'OCIR CAFE

5.2.2. Le thé

Le thé constitue la principale source de devises au Rwanda avec des recettes d'exportations de US \$ 23 milliards de dollars en 2002 soit 34% du total des recettes d'exportations. Le secteur du thé comprend 9 unités qui sont du domaine public et une qui est privée (SORWATHE). La superficie des plantations est de 12,000 hectares et le secteur emploie 16,000 personnes

En 2002, le thé était la source principale des recettes d'exportation, soit 39% ou Us \$ 27 millions. Le prix sur le marché mondial fluctue énormément en effet il est passé de 0.70 cents le kg en 1995 à US \$ 1.40 le kg en 2001, la production varie entre 13,000 tonnes et 17,000 tonnes et dans les conditions normales et les recettes se situent entre US \$ 20 millions et US \$ 27 millions.

Le marché est surtout le Pakistan qui prend 65% de tout le volume, 20% vont vers le Soudan, l'Ethiopie, la Somalie, l'Egypte, 10% vers le Moyen Orient et 5% vers la Grande Bretagne.

Dans le cadre de la privatisation, huit usines seront privatisées d'ici 2005 mais cette opération va rencontrer quelques défis à savoir l'intéressement des investisseurs, un bon plan de privatisation, le maximum de valeur sans compromettre les autres buts de l'opération, sauvegarder l'intérêt des petits producteurs qui donnent 10% du thé villageois, 35% dans le Coopthe Mulindi, 20% dans le COOPTHE Shagasha, et 15% dans le COOPTHE Mwaga Gisakura.

Une opportunité importante est le rendement du thé l'hectare. Alors que SORWATHE atteint un rendement de 15,115 kg de thé vert par ha, il est de 4,483 kg de thé vert soit un peu plus que le tiers à Mata, la moyenne est de 7,051 kg /ha et en terme de thé noir, alors que la moyenne est de 1,788 kg/ ha il est de 3,630 kg/ha à Sorwathe.

Le secteur du thé a deux opportunités importantes à savoir la main d'œuvre qui est peu chère et la possibilité d'augmenter le rendement du thé vert. Cependant il y a deux contraintes majeures à savoir le coût de l'énergie et le coût du transport vers le port de Mombasa, la cueillette qui n'est pas bien faite. Cependant avec l'augmentation du rendement et l'amélioration de la cueillette, le secteur du thé pourra connaître un bon essor. Quand on analyse le secteur du thé au Rwanda, on remarque un niveau de compétitivité sur la plan mondial, ceci est dû à deux facteurs importants à savoir un prix assez bas des feuilles vertes payé aux théiculteurs et à la main d'œuvre qui fait la cueillette.

En terme de perspectives :

Il s'agira d'augmenter le rendement, de poursuivre la politique de privatisation des usines à thé, d'augmenter la consommation intérieure en rentrant dans les accords de libre échange, pénétrer le marché régional avec la recherche de la qualité, de profiter de l'AGOA, de cibler les pays, les clients et offrir d'autres gammes de produits.

Quand à la production, grâce à la construction de deux usines à thé à Mushubi et à Nshili-Kivu, le Rwanda devrait être capable de produire 27,000 tonnes et avoir des recettes d'exportations de US \$ 50.4 millions. (Estimations de OnFrontierTea Cash Flow Models, 2003)

5.2.3. Le Pyrèthre

Le pyrèthre offre pour le moment une grande opportunité sur tous les plans mais surtout pour le développement économique des régions du nord. En effet depuis 1999 quand l'usine de traitement du pyrèthre a été privatisée, les conditions de vie des producteurs de pyrèthre n'ont cessé de s'améliorer. En effet quand le volume de production était de 2,500 tonnes de fleurs fraîches par an en 1999, la population recevait des revenus de 125 millions de frws qui allaient dans les 4 anciennes communes de Kinigi, Mutura, Nkuli et Mukingo. Pour le moment, la production est de 4,000 tonnes de fleurs fraîches et les revenus au niveau des ménages sont passés à 200 millions de frws par an. Avec l'utilisation du plastique pour le séchage des fleurs et la suppression de l'usage du bois dans les séchoirs, le coût de production du traitement du pyrèthre a baissé et le prix est passé de 250 frws par kg de fleurs sèches à 400 frws de fleurs sèches. Ainsi les revenus sont passés de 200 millions de frws à 320 millions de frws qui vont dans 25 000 planteurs de pyrèthre soit 16 000 frws par ménage uniquement à partir du pyrèthre. La quantité d'extrait brut est estimée à 32 tonnes qui sont vendues valeur FOB aéroport et qui donne 2.7 millions de dollars américains par an.

D'après une évaluation rapide qui a été faite en vue de l'augmentation des superficies en pyrèthre, la province de Byumba représente des potentialités dans 4 districts qui se trouvent dans les hautes altitudes. Le volume pourrait atteindre 3 000 tonnes par an.

Au mois d'octobre la raffinerie sera opérationnelle et ceci va ajouter une valeur à la fleur fraîche de pyrèthre, il y a une forte demande de la pyrèthrine dans la région et au niveau local

5.3. Les cultures de rente orientées vers le marché local.

5.3.1. Le riz

Le riz est d'une importance capitale dans la vie économique de la population, il fournit des revenus et contribue à l'amélioration alimentaire de la population. La production locale permet de stabiliser le prix par une offre minimum garantie et allège la dépendance vis-à-vis du riz importé. Le riz permet également d'épargner les devises par la substitution aux importations.

5.3.1.1. Le système de production

La production se fait par périmètre qui est divisé en blocs qui sont distribués parmi les producteurs de riz. Les producteurs à la base sont réunis en groupements lesquels forment des coopératives ou inter-groupements en associations pour mieux accéder aux intrants, aux techniques culturales aux semences et à l'encadrement.

Depuis 2001, il y a eu un effort particulier dans la filière riz pour augmenter la production, en effet celle-ci est passée de 16,661 tonnes en 2001 à 27,866 tonnes en 2003 soit une augmentation de 40% en deux ans ou 20% annuellement. Cet accroissement sera maintenu surtout que les marais qui sont en cours seront pour la plupart consacrés à la culture du riz. Ceci signifie également une épargne des devises.

Le rendement du riz varie d'un périmètre à l'autre. Il est de 6.5 tonnes à l'hectare au Bugarama et de 3 tonnes à l'hectare à Mukunguri dans les périmètres aménagés tandis que dans les périmètres spontanés, le rendement est de 2 tonnes à l'hectare. Ainsi on peut conclure qu'il y a un effort à faire pour augmenter le rendement. En effet ceci s'explique en

grande partie par l'absence de la recherche dans ce secteur du riz, le manque du personnel d'encadrement et des moyens financiers pour investir dans ce secteur.

Le gouvernement dans sa politique du développement de la filière riz a investi dans les infrastructures de base qu'il a mises à la disposition des producteurs de riz, mais il persiste un problème de maintenance qui est assez coûteuse et techniquement difficile à réaliser. La technologie de production qui consiste à l'immersion a des limites surtout à cause de la maîtrise et la gestion des eaux par les producteurs de riz. Il existe des disputes quand l'eau n'est pas suffisante ou des fois quand il y a trop d'eau et qu'il s'agit de nettoyer les canaux pour une meilleure distribution de l'eau dans les différents blocs.

Parmi les actions prioritaires du gouvernement, il faudrait initier un système de production rizicole qui permet aux producteurs d'arriver à une autonomie financière à partir d'un prélèvement sur la commercialisation des produits. Ce prélèvement représente l'effort consenti par les producteurs organisés pour participer à la gestion de la filière.

Une autre action serait l'appui l'organisation des groupements et des inter groupements pour l'efficacité de la production, du traitement et de la commercialisation du riz. Ces groupements devraient être capable de défendre leurs intérêts, d'avoir une représentation, les arbitrages, interface entre le secteur privé et le secteur public.

Cette filière a besoin d'une banque des données et des informations techniques, économiques, commerciales financières et légales. Les techniques de diffusion feront appel aux technologies courantes (dépliants, radios, télévision) mais aussi aux techniques informatiques avec la constitution d'un système d'information accessible par Internet.

5.3.1.2. La transformation et la commercialisation :

Au niveau de chaque périmètre rizicole on y trouve des batteuses, des vanneuses trieuses, les aires de séchage, les hangars de stockage mais quand le périmètre a une petite superficie, les producteurs ou même des privés possèdent des unités de décorticage.

La commercialisation se fait à travers la coopérative dont les producteurs sont des membres à un prix fixe selon les coûts de production et en même temps se remboursent les intrants donnés à crédit. Dans le cas où il y a pas d'usine de transformation, chaque producteur vend sa production après son décorticage et le prix est fixé par le marché suivant le loi de l'offre et la demande.

5.3.2. Le blé

Le blé est une céréale qui pousse au Rwanda surtout dans des zones de haute altitude, on le trouve à Ruhengeri, à Byumba et à Gikongoro. Le Rwanda a trois unités de transformations d'une capacité variant entre 13 et 20 tonnes par jour. Le Rwanda importe 20 000 tonnes par an de blé à partir de l'Europe, 6% des ménages cultivent le blé, la production atteint à peine 8,000 tonnes par an. La demande existe et cette filière mérite d'être promue

5.3.3. La tomate

La tomate est une culture qui offre beaucoup d'opportunités pour les zones environnantes de Kigali, l'usine de transformation de la tomate est opérationnelle et la population maîtrise cette culture. Cette culture constitue une source de revenus pour la population et le marché est assuré. Il faudra orienter la transformation de la tomate vers la production des concentrés, la fabrication des jus et même la production de poudre de tomates.

5.4. Les cultures avec un marché extérieur existant mais qui doit être développé

Si on considère les conditions d'offre des produits et les prix sur le marché mondial on voit que la banane à fruit, le pigment, la prune du Japon, le maracuja, la groseille du Cap, l'ananas, les fruits séchés, le géranium, figurent parmi les cultures qui offrent plus de potentialités.

5.4.1. La banane

Le Rwanda produit annuellement 50,000 tons de banane à fruit et son rendement est de 10 tonnes par hectare. Cependant il existe des variétés qui peuvent donner 20 tonnes par hectare.

En 2003 seulement, 43 tonnes ont été exportées vers l'Europe soit 1% de la production totale de la banane à fruit. La question que l'on peut se poser est de savoir pourquoi un si faible volume de bananes à fruit a été exporté.

Des contraintes majeures qui sont en général identiques pour tous les produits périssables d'exportation sont : le coût et le moyen de transport, le conditionnement et la manutention, la recherche technologique qui ne suit pas, le manque d'entrepreneurs de crédits à long terme et le manque de main d'œuvre qualifiée.

En terme d'occupation du sol, la banane occupe 28% des terres cultivées soit 336 000 ha. Sa production moyenne annuelle est de deux millions de tonnes..

La banane a son terroir surtout au nord du pays sur les rives du lac Kivu, c'est-à-dire de Gisenyi à Kibuye jusqu'à Cyangugu, c'est là où on trouve les meilleurs rendements. Du côté de l'est du pays, on trouve la banane dans les provinces de Kibungo qui constitue la source principale de revenus.

Cette culture a beaucoup d'avantages, les pratiques culturales sont bien maîtrisées par la population, il s'agit d'une vieille culture, elle protège bien le sol contre l'érosion, permet au sol de garder une certaine humidité pendant la saison sèche, peut être consommée sous plusieurs formes

Si on se fixe comme objectif que pendant les trois ans du programme 2006-2008 on consacre 1% de la superficie totale occupée par la banane à la banane à fruit, ceci produirait 64,000 tonnes de banane à fruit ce qui donnerait au pays les revenus bruts d'une valeur de US \$ 332 millions. La banane à fruit constitue ainsi une priorité parmi les cultures de rente d'exportation à explorer et peut avoir sa place dans la gamme des produits d'exportation.

L'agence de promotion des filières devrait considérer une période de promotion pendant laquelle il y aurait des incitations pour le secteur privé, considérerait des facilités de crédit à l'exportation, les compensations à l'exportation.. Ceci signifierait par exemple la bonification des taux d'intérêt, les périodes de remboursement suffisamment étendues, la diminution des risques de l'emprunteur auprès de la banque qui financerait l'opération.

Sur le marché extérieur, les deux grands exportateurs de la banane à fruit sont l'Equateur et la Colombie et les pays importateurs de la banane à fruit sont la Belgique, la France, les Pays Bas, la Suède et la Suisse, les cours varient entre US \$ 5 et US \$ 6.5 par kg.

5.4.2. Le piment

La variété (birds eye) vient d'être introduit dans le pays dans la province de Butare et à peu près 6.5 tonnes seront exportées vers l'Angleterre et prix CIF est de US \$ 3.5 par kg. D'autres pays sont intéressés par le piment rwandais il s'agit des Pays Bas et l'Israël. Actuellement les superficies occupées par le piment sont de 44 ha autour de Butare mais avec la possibilité d'extension jusqu'à 100 hectares dans la zone de Butare. Plusieurs associations sont intéressées par la culture et la demande ne cesse d'augmenter. Le projet PEARL vient de terminer avec succès les premiers essais d'adaptation de la variété bird's eye et la première production pour l'exportation. Le rendement actuellement dans les champs des associations encadrées par le projet PEARL est de 140 kg/ha par semaine et cette production se fait pendant 18 mois soit 72 semaines. La production totale attendue est de 209 tonnes pendant 18 mois, les revenus bruts (CIF) sont de US \$ 713,000. Avec l'extension de la superficie qui devrait arriver à 100 hectares, les revenus bruts (CIF) seront de US \$ 16 66 500 pendant 18 mois. Il est à noter que le prix payé au producteur est de 1000 frws par kg. Le coût de production a été évaluée autour de 1000 frws tandis que le prix FOB est US \$ 3. Le prix (CIF) du piment sur le marché international en provenance de Madagascar est de US \$ 6.5.

La coopérative COVEPAR qui est la coopérative de vulgarisation et d'exportation des produits agricoles vient de signer un contrat avec un acheteur britannique qui garantit n prix de 1.5 prix FOB Les quantités qui sont commandées sont de 6 containers par ans pour le moment mais avec une possibilité de revoir la commande à la hausse

Ainsi le piment est une opportunité pour le Rwanda pour les années 2006-2008

5.4.3. Le maracuja

Le maracuja est une culture bien connue au Rwanda et prend de plus en plus de l'importance dans les provinces de Kigali-Ngali et de Cyangugu et dans les hautes montagnes de Byumba surtout le long du lac Kivu. Le maracuja est consommé comme fruit ou transformé en jus. Actuellement la culture du maracuja constitue la première source de revenu pour les habitants des anciennes communes de TARE, MBOGO, MUGAMBAZI, SHYORONGI.

La fructification se fait dès la première année de plantation. La longévité économique est de trois ans et les rendements se situent entre 7 et 16 tonnes à l'ha dans de bonnes conditions, certains vergers donnent plus de 20 tonnes à l'hectare. Les superficies moyennes sont de 1 a 2 ares par producteur.

Dans la province de Kigali-Ngali, on trouve 136 ha dans le district de Mbogo, 226 ha dans le district de Buliza, 69 ha dans le district de Gasabo, 432 ha dans les district de Nyarutovu et Bukonya de la province de Ruhengeri. La province de Byumba soit les districts de Kisara, la ville de Byumba, les districts de Giti et Rutare comptent une production de 98 ha. La superficie totale de toute la zone est de 961.2 ha Le rendement est de 15 Tonnes par ha. La quantité de fruits récolte est de 120 tonnes par semaine. Un étude récente effectuée par Jumapili Rwahungu a montré que la demande du maracuja sur le marché est passée de 10 tonnes par semaine à 123 tonnes de fruits disponibles par semaine qui sont exporté vers l'Uganda et ce marché n'exige pas une bonne qualité. Les fruits qui sont gros et qui ont une couleur pourpre sont acheminés soit vers le marché de Kigali ou vers l'unité artisanale de SINA Gérard Nyirangarama..

A propos du prix on trouve qu'un fruit coûte autour de 3 frws soit environ 75 FRWS/ kg et durant la période de soudure c'est à dire les mois d'août-septembre, le prix oscille autour de 8 frws par fruit soit 200 à 300 frws/kg. Le coût de production est de 1.37 frws /fruit. Le prix sur le marché mondial au mois d'août 2004 variait entre US \$ 4.0 et US \$ 6.0 CIF

Les zones de Butare approvisionnent l'unité de SHEMA FRUITS qui en plus du maracuja traite d'autres fruits, les fruits du passion. La même étude faite par Jumapilli donne des perspectives de production de 551 tonnes en 2004 et de 606 tonnes en 2005 soit une moyenne de production par semaine de 11 tonnes soit 6.4 tonnes exportables.

La culture de maracuja a été implantée à Cyangugu entre 1950 et 1960 et aujourd'hui la production atteint 635 tonnes par an soit 12 tonnes disponibles par semaine.

La production de maracuja à Cyangugu a été motivé par la SONAFRUITs créée en 1979 qui procède à la transformation des fruits en sirop, confiture et autres.

Pour ce qui est du prix, il est de 60-80 frws durant les mois de février à mai et de 100-150 frws / kilo de fruits.

Dans la zone de Cyangugu, la quantité produite est de 10706 tonnes par an soit 205 tonnes de fruits marchands par semaine. La quantité exportable est de 123 tonnes par semaine soit 60%

Les montants ci-dessous semblent insignifiants mais il faut le voir dans la perspective d'un programme d'augmentation de la production surtout si on veut viser le marché en dehors de la région. Plus de 80% du la production de Ruhengeri, de Byumba et de Ruhengeri sont exportés vers l'Uganda mais avec la prolifération des maladies. L'éradication de ces maladies est d'une extrême urgence pour que cette culture ne disparaisse et que la population ne soit privée des sa principale source de revenus.

Tableau no 4 La production et les revenus à partir du maracuja

Provinces	Production totale annuelle (MT)	Montant total annuel
Kigali	4310	43,100,000
Byumba	2610	26,100,100
Ruhengeri	4320	43,200,000
Cyangugu	6456	64,560,000
Butare	551	5,551,000

5.4.4. Le manioc

Le manioc est une culture de sécurité alimentaire mais avec un développement important de la technologie surtout dans le cadre de sa transformation, le manioc est une culture avec beaucoup de potentialités de transformation. Plus de 60 % en moyenne des ménages c'est-à-dire au moins 720 000 ménages font la culture du manioc avec une plus grande concentration à Butare, Gitarama, Cyangugu et Kigali-Ngali.. La moyenne de production annuelle est de 300,000 tonnes. Le manioc est consommé sous forme de tubercules ou de farine de manioc surtout en milieu urbain rural. Il constitue la diète principale pour la classe moyenne, la demande est stable, cependant l'offre varie considérablement puisque le kilo de farine de manioc peut passer de 90 frws à 220 frws comme ce fut le cas pour le mois d'août 2004.

Une société RACINE(SA) qui est basée à Montpellier en France vient de passer la commande de 15 tonnes sous forme de test de la capacité du marché. Une petite usine de transformation du manioc est opérationnelle à l'ISAR, deux autres sont encore en construction une au Mutara et une autre à Butare. La capacité totale de ces trois unités est de 8 tonnes par jour et le prix est de 1.2 Euros FOB Dar es-Salaam par kg. Ceci constitue une opportunité pour les producteurs de manioc qui représentent 62% des ménages agricoles du Rwanda.

En Europe, le marché est plutôt ethnique, ce qui fait que la demande est limitée. Comme le manioc peut donner de l'amidon, ceci peut être considéré comme un produit de substitution aux importations. En effet, la société UTEXRWA importe annuellement 40 tonnes d'amidon et ceci constitue une opportunité pour le commerce international.. Cette initiative est à encourager et à soutenir dans le cadre de la promotion des exportations.

VI. STRATEGIES

6.1. Objectifs stratégiques globaux

6.1.1. Promotion d'une agence ou une structure institutionnelle de promotion des filières.

Le gouvernement devra promouvoir une agence de promotion des filières qui devra appuyer la gestion et le développement des associations et des coopératives dont la mission serait de développer des cultures porteuses et dont les produits seraient transformés avec une valeur ajoutée. Cette agence serait également chargée de mobiliser les fonds, d'assurer l'encadrement des associations ou groupements des producteurs directement ou à travers des contrats. L'agence de promotion des filières serait chargée de la recherche des marchés localement ou l'extérieur.

6.1.2. Promotion de l'esprit d'entrepreneuriat

Promouvoir et renforcer l'esprit d'entrepreneuriat au niveau des associations, des coopératives ou des producteurs des filières porteuses.

6.1.3. Promouvoir les liens entre les partenaires de la même filière

Cette stratégie va porter sur la création des meilleures conditions entre les différents partenaires dans la même filière et le renforcement de leurs liens à savoir le Minagri, les producteurs, les commerçants, les autorités locales, les centres de recherche UNR, ISAR, les KIST, ONGS, les projets, les processeurs afin que chaque partenaire joue son rôle avec efficacité afin de rendre le produit plus compétitif.

6.1.4. Promouvoir le développement et l'accès aux inputs et aux crédits.

Promouvoir l'accès et le développement des inputs pour chaque filière (engrais pesticides, semences, les financements, la recherche technologiques, la formation des producteurs, la recherche des marchés intérieurs et extérieurs, l'accès à l'information.

6.1.5. Promotion de la recherche des marchés

Promouvoir la diversification des marchés d'exportation et des niches de spécialités pour le café, le thé, le pyrèthre et des autres cultures d'exportation non traditionnelles en utilisant

toutes les techniques médiatiques, les représentations diplomatiques et surtout des visites fréquentes des acheteurs.

6.2. Objectifs stratégies spécifiques

6.2.1. Le café

Promouvoir le café de spécialité en offrant des facilités au secteur privé dans l'acquisition des stations de lavage et le développement des technologies pour le traitement du café

6.2.2. Le thé

Créer un environnement favorable lors de la privatisation des usines à thé pour que les droits des petits producteurs soient sauvegardés afin qu'ils perdent pas l'intérêt dans la production du thé.

6.2.3. Le Pyrèthre

Créer un environnement favorable par le renforcement des liens entre les producteurs, le processeur et l'acheteur de la pyrèthrine afin que les producteurs y trouvent leur compte.

Faciliter l'expansion de la culture du pyrèthre dans les zones favorables à travers la mobilisation des autorités et de la population locale.

6.2.4. Banane a fruit, piment, maracuja et la farine de manioc

Créer un environnement favorable pour le secteur privé pou qu'il s'investisse dans ces cultures dans le but d'avoir un produit de qualité à haute valeur ajoutée

6.2.5. Riz :

Promouvoir le riz de montagne et faciliter l'accès aux intrants par les producteurs pour l'augmentation du rendement du riz pour atteindre 6 tonnes à l'hectare.

VII. PROGRAMMES PRIORITAIRES : 2006-2008

7.1. Amélioration de la compétitivité et promotion de l'entreprise

L'amélioration de la compétitivité et la promotion de l'entreprenariat dont les actions prioritaires seront : la formation des groupements et inter groupements pour chaque filière, avec des structures qui jouissent d'une certaine démocratie à la base, la formation sur les techniques de production des produits de qualité, la gestion de l'entreprise et autres besoins exprimés. La structure des groupements des producteurs est importante car elle constitue le maillon le plus dispersé et le plus faible dans toutes les filières. Il faut donc en assurer leur cohésion en vue qu'ils puissent défendre leurs intérêts avec plus de succès. Il faudra mettre à leur disposition des informations techniques, économiques, financières légales pour que le produit puisse être compétitif une fois sur le marché.

7.2. Promotion des filières et des conglomérats (cluster)

La promotion des filières et des conglomérats passera par la libération des exportations en visant la qualité. Cette qualité sera recherchée et maintenue à chaque étape (cluster) du producteur au consommateur. Les conditions idéales et efficaces de production seront créées autour du producteur, du processeur et de l'acheteur pour que le produit soit compétitif.

VIII. ACTIONS PRIORITAIRES.

- ✓ Trouver un consensus sur la liste des cultures prioritaires
- ✓ Mettre en place une structure institutionnelle de promotion des filières dont le rôle est décrit dans le paragraphe 4.1.
- ✓ Identification des acteurs pour chaque étape (cluster) et s'assurer de son efficace opérationnalisation.
- ✓ Mobiliser la population autour de la filière de manière à avoir des associations groupements ou des coopératives pour chaque culture prioritaire.
- ✓ Mettre un cadre réglementaire, juridique légal, et toute autre facilité qui incite le secteur privée à investir dans le développement des filières.
- ✓ Mettre à la disposition des producteurs un paquet technique et technologique pour que les normes et les standards internationaux soient respectés.
- ✓ Donner la priorité à la privatisation des usines à thé.
- ✓ Créer les conditions favorables pour la mise en place des unités de transformation en milieu rural.
- ✓ Mobiliser la population de Byumba pour l'extension de la culture du pyrèthre dans cette zone.
- ✓ Prendre des mesures urgentes pour l'éradication des maladies du maracuja.
- ✓ Continuer la culture du riz dans les marais.
- ✓ Mettre en place un cadre d'arbitrage pour toute question entre le producteur, le processeur, l'homme d'affaire et le consommateur.
- ✓ S'impliquer concrètement dans la recherche et le développement des marchés

ANNEXE 1 : PRODUCTION ATTENDUE 2006 -2008

Cultures	2006	2007	2008
Café de spécialités	1,000 T	1,500 T	2,000 T
Café ordinaire	25,000 T	30,000 T	35,000
Nombre de stations de lavage	38	48	58
Thé :Rendement (feuilles vertes)	8,000 kg/ha	10,000 kg/ha	12,000 kg/ha
Pyrèthre (superfic.)	4,500 ha	5,500 ha	7,000 ha
Banane a fruit export	10,000 T	15,000 T	30,000 T
Blé	10,000 T	15,000 T	20,000 T
Riz	30,000 T	35,000 T	40,000 T
Piment	8 containers/an	10 containers/an	12 containers/an
Farine de manioc	8 containers/an	10 containers/an	12 containers/an
Maracuja fruit export	11,400 T	11,700 T	12,000 T
Fruit dans la région			
Maracuja com. Local	7,600 T	7,800 T	8,000 T